

# Voix dissidentes au sommet de l'économie

**LOBBYISME** Pandémie, initiative sur les multinationales responsables, loi sur le CO<sub>2</sub>... Pour les organisations faitières, il est de plus en plus difficile de fédérer autour d'une vision politique commune. Cette année, elles ont essuyé plusieurs défections

ALINE BASSIN ET MATHILDE FARINE  
@BassinAline @MathildeFarine

Ce n'est même pas un effet covid. Les associations faitières ont de plus en plus de difficultés à rassembler leurs membres, alors que les intérêts divergent de façon croissante. Dernier exemple en date? Raiffeisen, qui a claqué la porte de l'Association suisse des banquiers (ASB), persuadée qu'elle pourra mieux défendre seule, ou avec quelques établissements qui lui ressemblent, ses intérêts.

La banque coopérative n'est pas la seule à avoir décidé cette année de faire cavalier plus ou moins seul. Côté financier toujours, AXA Suisse a décidé de quitter l'Association suisse d'assurance tandis que Trafigura et MSC ont tourné le dos à la STSA, le lobby des négociants en matières premières. Et puis Auto Suisse, Avenergy et Swiss Retail ont toutes trois annoncé leur retrait d'Economiesuisse pour des raisons différentes, les deux premières associations invoquant la décision de la faitière de soutenir la loi sur le CO<sub>2</sub>, la troisième le prix trop élevé de sa cotisation.

Certains partent, d'autres menacent. Au début de la deuxième vague, les relations ont également été très tendues entre Economiesuisse et les associations représentant les secteurs les plus touchés par les mesures sanitaires alors que l'organisation faitière ne voulait pas d'une réactivation des crédits-relais. L'organisation a finalement revu sa position.

«On observe une tendance à l'individualisme. C'est dangereux parce que les associations produisent un bien public qui n'a pas de prix et dont tous profitent même sans être membres. Or il y a là aussi une question de solidarité», constate Jörg Gasser, directeur de l'Association suisse des banquiers (ASB). 90% des décisions sont prises à l'unanimité, assure le responsable, et des sujets ont toujours suscité des débats, mais la diversité croissante des thèmes abordés peut donner l'impression que les dissensions sont plus grandes.

L'ASB regrette d'autant plus le départ de Raiffeisen qu'elle a commencé à tester cet automne une nouvelle forme de gouvernance pour gérer les intérêts parfois divergents de ses membres, poursuit le responsable. Un exemple? Si un consensus ne peut pas être atteint sur un thème, les membres minorisés ont désormais le droit de donner publiquement leur propre position.

## Amorce dans les années 1990

Si le covid n'y est pour rien, d'où vient cette tendance à vouloir se défendre seul? Elle n'est en réalité pas tout à fait nouvelle, estime André Mach, professeur à Lausanne, mais elle s'accroît. Alors que la Suisse s'est longtemps distinguée par des associations, surtout patronales, très fortes, tout a commencé dans les années 1990 lorsque les tenants d'une plus grande libéralisation se sont heurtés aux défenseurs des cartels ou de l'agriculture.

## PROFILS

### L'Union suisse des arts et métiers (USAM)

Président  
Fabio Regazzi  
Directeur  
Hans-Ulrich Bigler  
Membres  
230 associations et chambres de commerce.

### Economiesuisse

Président  
Christoph Mäder  
Directrice  
Monika Rühl  
Membres  
120 associations et chambres de commerce, 50 grandes entreprises.



Lors de la journée qu'Economiesuisse a consacrée au thème des perspectives d'avenir du numérique en Suisse le 25 août 2017 à Genève. (MARTIAL TREZZINI/KEystone)

La tendance s'est poursuivie avec les divisions entre la finance et la pharmacie d'un côté et l'industrie de l'autre, dont les menaces de départ de la Fédération horlogère d'Economiesuisse au début des années 2000 sont une illustration. Il faut également aligner les entreprises qui comptent sur le marché intérieur et celles qui exportent, poursuit-il, concluant que «les associations ont davantage de difficultés à intégrer les différentes composantes des entreprises».

«Un autre aspect contribue à ce morcellement, poursuit André Mach, un certain désengagement dans les organisations patronales des grandes entreprises qui développent elles-mêmes leurs relations publiques et leurs activités de lobbying, alors qu'elles le déléguaient beaucoup plus aux associations.»

Président d'HotellerieSuisse mais aussi membre du comité directeur d'Economiesuisse, Andreas Züllig voit toutefois un danger dans cette tendance: «A l'exemple du nouveau directeur d'UBS qui est Néerlandais, beaucoup de multinationales sont dirigées par des étrangers. Ceux-ci ne connaissent pas les rouages politiques suisses et ne s'y intéressent pas. Il est d'autant plus crucial d'avoir des organisations fortes pour faire le lien avec le parlement.» A l'image de GastroSuisse ou des trois organisa-

tions sectorielles de la branche du voyage (pour 8000 emplois en Suisse), HotellerieSuisse occupe le devant de la scène depuis le début de la pandémie. Pour ces associations sectorielles dont les membres sont terrassés par la crise, il est beaucoup plus facile de parler à l'unisson.

**«On observe une tendance à l'individualisme. C'est dangereux parce que les associations produisent un bien public qui n'a pas de prix et dont tous profitent»**

JÖRG GASSER, DIRECTEUR DE L'ASSOCIATION SUISSE DES BANQUIERS (ASB)

Comme le confirme Pascal Sciarini, les associations faitières ont en effet plus de mal qu'avant à trouver des terrains d'entente, en raison de l'hétérogénéité croissante de leurs intérêts. Ce d'autant que, comme le montre la loi sur le CO<sub>2</sub>, de nouvelles sources de tensions apparaissent avec les enjeux autour de la transition écologique.

Sur cet objet, les deux plus grandes organisations faitières du pays partiront divisées puisque l'Union suisse

des arts et métiers (USAM) a décidé de soutenir le référendum lancé par l'UDC et les grévistes du climat. Economiesuisse soutient en revanche la révision de cette loi qui vise à atteindre la neutralité carbone en 2050.

Cette position divergente n'est pas sans rappeler la récente campagne sur

«Une affirmation absurde qui n'est que pure polémique», avait rétorqué Monika Rühl, dans un blog publié sur le site d'Economiesuisse. La prise de parole publique de la directrice de la faitière des faitières en avait dit long sur la mésentente personnelle entre deux personnalités diamétralement opposées, mais aussi sur les différences de vues sur la politique et la stratégie économiques de la Suisse.

Des divergences également observables dans le tissu économique suisse. Plus de 300 PME se sont en effet manifestées durant la campagne pour afficher leur soutien à l'article constitutionnel renforçant le devoir de surveillance des grandes entreprises.

Conquise à l'arraché, sans aval populaire, la victoire du 29 novembre a donc dû avoir un goût amer pour Economiesuisse. Comme un rappel qu'il est très loin, le temps où le président de son ancêtre, le très puissant Vorort, était baptisé le «huitième conseiller fédéral du pays».

Une époque où la simple évocation de l'intérêt économique national suffisait pour que les entreprises se mettent au diapason. Et après la révision de la loi sur le CO<sub>2</sub>, d'autres batailles s'annoncent, pour lesquelles l'économie pourrait partir en ordre dispersé, à commencer par celle de l'accord institutionnel avec l'Union européenne. ■

## «Les dissensions sont rares», selon Economiesuisse

**RETRAITS** Face à la protestation des secteurs les plus touchés par la pandémie, l'organisation faitière a fait machine arrière sur les crédits-relais. Elle soutient désormais le principe d'une deuxième vague de prêts covid

Départ de trois associations, tensions avec d'autres. Et pourtant, «les dissensions sont rares», estime Cristina Gaggini, directrice romande d'Economiesuisse, qui y voit des cas isolés plutôt qu'une tendance à un désamour de la faitière. «On doit trouver un dénominateur commun qui doit convenir à l'ensemble des secteurs et des sensibilités du pays», ajoute-t-elle, assurant que c'est presque toujours le cas, tout en recon-

naissant «sentir un peu plus d'individualisme de différents secteurs».

«On a vu ces derniers mois une tendance à aller chacun prêcher sa bonne parole, pour les enjeux liés à la crise du covid, mais ce n'est pas une tendance de fond», assure-t-elle. A l'exception de la loi sur le CO<sub>2</sub>, qui a occasionné le départ d'Auto Suisse et d'Avenergy, des solutions sont trouvées.

### Solutions trouvées en 2006 et 2013...

Elle cite le cas de Swissmem en 2006, puis de la Fédération horlogère en 2013, qui avaient menacé de quitter la faitière. «Nous avons fini par trouver un terrain

d'entente», souligne Cristina Gaggini. C'était à nouveau le cas cette année. Au début de la deuxième vague, les relations ont été très tendues entre Economiesuisse et les associations représentant les secteurs les plus touchés par les mesures sanitaires.

L'organisation faitière ne voulait pas d'une réactivation des crédits-relais. «Au début, ils n'étaient pas d'accord. Ils ont sous-estimé la situation, résume Andreas Züllig, président d'HotellerieSuisse qui siège également au comité directeur d'Economiesuisse. Mais finalement, ils nous ont entendus. Ils soutiennent également notre demande de 500 millions de francs pour l'hôtellerie.»

Le fait que Swissmem, qui représente les intérêts de ses quelque 1200 entreprises actives dans l'industrie des machines, des équipements et des métaux ait également donné de la voix semble avoir bien pesé dans la balance. «On procède toujours par consultation et on ajuste notre position si nécessaire», explique la représentante romande d'Economiesuisse, qui soutient donc désormais la deuxième tranche des crédits-relais.

### ... mais pas pour le CO<sub>2</sub>

Pour la loi sur le CO<sub>2</sub>, pas de compromis possible: «Nous nous sommes séparés par divergence d'opinions», explique François

Launaz, président d'Auto Suisse, qui défend les intérêts d'une trentaine d'importateurs de voitures et qui a fait partie du comité élargi d'Economiesuisse ces dernières années. «Nous nous posions déjà des questions, mais honnêtement ce sont les discussions sur le CO<sub>2</sub> qui ont mis les points sur les i. Ils sont en faveur de la nouvelle loi, et nous, nous pensons que ce n'est pas le bon moyen pour atteindre les objectifs de réduction de CO<sub>2</sub>.» Le président souligne aussi l'enjeu financier, avec une année très difficile qui s'achève et la situation qui ne va pas s'améliorer dans l'immédiat. C'est ce dernier argument qui a motivé Swiss Retail à se retirer d'Economiesuisse. ■ A. B. ET M. F.